

2 – MEILLEURE COPIE

Les années 1980-2010 sont-elles en rupture ou en continuité par rapport au processus de mondialisation hérité de la révolution industrielle ?

HEC 2010, 17/20

La première révolution industrielle apparue en Europe fin XVIII^e siècle, puis la seconde fin XIX^e siècle, ont été porteuses de bouleversements profonds à l'échelle mondiale. En effet, l'innovation majeure que fut celle du chemin de fer a permis l'émergence d'un capitalisme manufacturier concurrentiel, relayée par d'autres innovations non moins conséquentes telles que le moteur à explosion, le conteneur, l'aviation... Ces révolutions en terme de transport ont donné naissance à la « Première mondialisation » dans les années 1900. Dès lors, l'internationalisation des échanges est apparue comme un processus continu si l'on met de côté les périodes de guerre et la crise économique de 1929.

Cependant, comme le fait remarquer Suzanne Berger, les taux d'ouverture des économies des années 1900 ne se retrouvent qu'à partir des années 1980 qui ouvrent la voie à une nouvelle mondialisation. Aussi, cette mondialisation, quoique s'inscrivant dans un processus continu d'ouverture des économies, apparaît comme bien différente de la première de par son ampleur et sa nature. En effet, elle implique une intensification des flux – de capitaux, de marchandises, d'informations, d'hommes dans une moindre mesure – sans précédent. Se pose alors la question de savoir si les années 1980-2010 sont en rupture ou en continuité par rapport au processus de mondialisation hérité de la Révolution industrielle.

Nous verrons dans un premier temps que l'internationalisation des échanges et l'émergence d'un espace mondiale tourné vers les échanges se poursuit et s'accélère dans les années 1980-2010. Puis nous verrons que la mondialisation qui apparaît dans les années 1980 présente cependant une dimension toute nouvelle et une ampleur inégalée jusque-là. Enfin, nous verrons que la mondialisation que nous vivons actuellement est porteuse de nouveaux risques et est à l'origine d'un nouvel ordre économique mondial.

Tout d'abord, la mondialisation née dans les années 1980 s'inscrit pleinement dans la continuité du processus de mondialisation hérité de la Révolution industrielle.

En effet, l'internationalisation des échanges se poursuit et s'accélère. Pour cela, des organismes internationaux sont mis en place afin de réguler les échanges et d'annihiler les barrières douanières qui sont autant d'obstacles. Ainsi naît l'OMC (Organisation mondiale du commerce) le 1^{er} janvier 1995, dans le sillage du GATT (General Agreement on tariffs and Trade) créé en 1947. Cependant, si le GATT était un simple cadre de négociations tarifaires, l'OMC voit ses compétences s'étendre. Contrairement au GATT qui ne traitait que des marchandises, l'OMC traite des domaines tels que les services, la propriété intellectuelle et comporte un ORD (organisme de règlements des différends), que chaque pays peut saisir s'il estime être victime de concurrence déloyale par exemple. Ainsi les États continuent d'œuvrer pour l'ouverture des économies, dans le sillage du processus de mondialisation hérité de la Révolution industrielle, mais cette ouverture est plus approfondie.

Par ailleurs, si les Révolutions industrielles s'accompagnent d'innovations majeures dans les transports comme le chemin de fer dans les années 1830, puis l'automobile, le conteneur, les supertankers... les innovations se poursuivent dans les années 1980-90 permettant une connection des espaces mondiaux de plus en plus aboutie. Ainsi, la révolution des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) apparaissent comme un bouleversement majeur de cette fin de xx^e siècle. Le lancement des chaînes télévisées mondiales telles que CNN en 1984, l'invention du World Wide Web en 1991, la révolution des fibres optiques qui permettent de faire circuler dix fois plus d'informations que les câbles traditionnels.. donnent naissance à une nouvelle mondialisation, et à un véritable «village planétaire» selon la formule de Mac Luhan. Ainsi, si la révolution industrielle a surtout donné lieu à une mondialisation se traduisant par l'essor des échanges de marchandises, la mondialisation que nous vivons actuellement touche davantage de secteurs: flux d'informations, et intensification des flux de capitaux. Il y a donc continuité en terme d'ouverture des économies, mais l'ouverture actuelle est plus aboutie puisqu'elle touche à davantage de domaines.

Enfin, la mondialisation et l'ouverture des économies qu'elle implique se lit toujours plus dans l'organisation de l'espace mondial. Ainsi, le phénomène d'urbanisation qui en est l'une des expressions majeures, se poursuit et s'intensifie. Il est fruit de la modernisation des économies, bien sûr, mais cette concentration urbaine facilite avant tout les échanges entre pôles économiques mondiaux. Urbanisation et intensification des échanges vont de paire, et ces deux phénomènes sont une permanence du xx^e siècle.

Ainsi, il semble qu'il y ait une continuité évidente entre le processus de mondialisation hérité de la Révolution industrielle et la mondialisation actuelle. **Cependant, la mondialisation née dans les années 1980 revêt une nouvelle dimension sans commune mesure avec la précédente.**

En effet, un des aspects majeurs de la mondialisation actuelle est le phénomène de globalisation financière qui l'accompagne. Si les bourses étaient déjà actives du temps de

la mondialisation héritée de la Révolution industrielle, la globalisation financière que nous vivons actuellement est précédent. En 2007, la capitalisation boursière mondiale atteignait 130 % du PIB mondial ! L'ère de l'économie virtuelle s'est ouverte dans les années 1980, et ce grâce à deux facteurs majeurs. D'une part la révolution des NTIC qui a permis l'instantanéité des transferts entre les différentes places financières mondiales. Il ne suffit plus que d'un clic pour transférer une somme sur un compte dans les îles Caïmans. De plus, cette globalisation financière est le produit de la volonté des gouvernements des années 1980, qui se sont lancés dans des politiques néolibérales. C'est le cas de Margaret Thatcher au Royaume Uni, de Ronald Reagan aux États-Unis. La politique des « 3D » : déréglementation, désintermédiation, désenclavement, a ainsi été source de l'essor sans précédent de la finance mondiale, au cœur de la mondialisation actuelle. L'indice Dow Jones de la Bourse de New York est passé d'un chiffre inférieur à 1000 de 1900 jusqu'à la fin des années 1970, pour atteindre 14000 avant la crise financière de 2009 ! Cette globalisation financière apparaît donc comme une rupture majeure. Si la mondialisation héritée de la Révolution industrielle concernait l'économie réelle et s'appuyait sur les échanges de biens et de services, alors que la bourse restait un moyen pour les entreprises de se financer, la mondialisation actuelle s'appuie sur une économie virtualisée dans laquelle la bourse a pu devenir à certains égards le cadre d'un jeu pour les investisseurs institutionnels dont les profits s'appuient largement sur des fonds spéculatifs.

Par ailleurs, la mondialisation qui apparaît dans les années 1980 diffère par son ampleur. En effet, si l'internationalisation des échanges est restée dans un premier temps le fait du bloc occidental (durant la guerre Froide) et de ses périphéries intégrées, la mondialisation actuelle implique la quasi-totalité des pays de la planète. La chute de l'URSS dans les années 1990 a été à cet égard un événement majeur. Le bloc de l'Est est alors entré de plain-pied (ceci est d'autant plus véridique pour les PECO, pays d'Europe centrale et Orientale) dans le processus de mondialisation. D'ailleurs, si certains pays ont pu résister à la mondialisation dans un premier temps, notamment les pays du Sud au développement fragile et dont l'économie a été longtemps autocentrée pour certains, le FMI (fond monétaire international) avec le célèbre « Consensus de Washington » formulé en 1983 a contraint ces pays à s'ouvrir et à se libéraliser en contrepartie d'aides financières. Aujourd'hui, c'est quasiment l'intégralité de l'espace mondial qui participe à la mondialisation, quoiqu'à différents degrés, et on assiste à la victoire triomphante du capitalisme libéral. Rupture majeure par rapport aux décennies précédentes, où le communisme était un contre-modèle actif et où la mondialisation restait le fait du bloc de l'Ouest.

Enfin, la mondialisation qui émerge dans les années 1980 apparaît comme bien plus aboutie que celle héritée de la Révolution industrielle. En effet, si cette dernière peut se résumer par une internationalisation des échanges impliquant une DIT (division internationale du travail), dans laquelle chaque pays exporte et importe selon ses « avantages comparatifs » (théorie de l'économiste Ricardo), la mondialisation

actuelle revêt une dimension nouvelle dans la mesure où elle implique une transnationalisation des entreprises et une DIPP (division internationale du processus de production). Ceci a été rendu possible par l'entrée de davantage de pays dans le processus de mondialisation, et la volonté de ces pays d'y participer pleinement en attirant sur leur territoire des investisseurs étrangers. La Chine, par exemple, ouvre ses premières ZES (zones économiques spéciales) en 1978, ce qui fait d'elle une « plaque tournante » du processus de production, les entreprises étrangères profitant des avantages fiscaux offerts par ces ZES ainsi que d'une main-d'œuvre peu coûteuse. On assiste alors à un mouvement de délocalisation des unités de production à faible valeur ajoutée des pays du nord vers les pays du Sud. La poupée Barbie, produit de l'entreprise étatsunienne Mattel, n'a ainsi jamais été fabriquée aux États-Unis ! Seul le design du produit y est effectué, mais la fabrication, l'assemblage est largement le fait des pays asiatiques tels que la Chine, la Malaisie... 25 % du chiffre d'affaire des entreprises américaines provient d'entreprises délocalisées ; c'est dire l'ampleur du phénomène.

De plus, la mondialisation actuelle s'accompagne d'un phénomène nouveau et qui peut apparaître contradictoire : la régionalisation. Ainsi, dans le sillage de l'Union Européenne qui existe comme telle depuis 1992, pullulent de genre de constructions régionales à partir des années 1990 : l'ALENA entre en vigueur en 1994, le MERCOSUR lui aussi en 1994.. Ce phénomène nouveau illustre l'ampleur qu'a prise la mondialisation actuelle et le besoin ressenti par certains États de se réunir afin de mieux affronter la mondialisation et ses éventuels impacts négatifs. La force par l'union.

La mondialisation qui naît dans les années 1980 rompt donc avec celle héritée de la Révolution industrielle de par sa dimension financière nouvelle et les recompositions de la chaîne productive et des territoires qu'elle implique. **Enfin, cette mondialisation est porteuse de nouveaux risques et a engendré un nouvel ordre économique mondial.**

En effet, comme dit précédemment, davantage de pays prennent part à cette nouvelle mondialisation, et certains, forts de leur réussite d'intégration du phénomène, sont en passe de devenir des pôles majeurs de l'économie mondiale dans les prochaines années, remettant en question l'ordre triadique qui a si longuement prévalu. Ainsi, des pays émergents tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie sont sur le point (si ce n'est déjà le cas) de devenir des puissances majeures de ce nouvel ordre mondial. Le PIB de la Chine devrait rattraper celui des États-Unis d'ici à 2030, et celui de l'Inde devrait valoir celui du Japon à la même date. La mondialisation née dans les années 1980 est donc porteuse d'un nouvel ordre économique mondial, et renverse la grille de lecture habituelle du jeu des grandes puissances.

De plus, la mondialisation que nous vivons actuellement s'est accompagnée de nouveaux risques, au tout du moins de leur prise de conscience. Tout d'abord, l'émergence de géants aux économies très gourmandes en énergie tels que la Chine ont radicalement

augmenté la demande en hydrocarbures, et la perspective de l'épuisement des ressources se fait largement ressentir au cours de la dernière décennie. Ainsi, pour la première fois depuis les années 1940, le coût moyen du fret maritime a augmenté à partir des années 1980, synonyme de l'augmentation du prix des hydrocarbures. L'énergie est dans ce contexte devenu un enjeu majeur de cette nouvelle mondialisation. De plus, l'extension du modèle capitaliste libéral à l'échelle de la planète, l'intensification des échanges, ont entraîné une augmentation de la pollution majeure, et ont fait prendre conscience d'une réelle crise environnementale. Ainsi, l'environnement est devenu un enjeu clef, et le protocole de Kyoto signé en 1997 signe la prise de conscience mondiale de cet enjeu.

Ces enjeux, énergétiques et environnementaux, sont tout à fait nouveaux, et rompent avec le processus de mondialisation héritée de la Révolution industrielle qui faisait fi des risques de pollution ou de l'éventuel épuisement des ressources énergétiques.

Enfin, la mondialisation que nous traversons actuellement est, contrairement à la précédente, fortement contestée.

C'est avant tout son ampleur et son expansion jusqu'alors inégalée qui a pu susciter des inquiétudes.

Tout d'abord, l'entrée dans la mondialisation actuelle et plus particulièrement la globalisation financière s'accompagnent de crises financières, comme au Japon dans les années 1990, la crise asiatique de 1997, et bien sûr la plus importante étant la plus récente qui affecte les économies du monde entier depuis 2008. Cette virtualisation de l'économie est profondément remise en question depuis lors. En outre, la mondialisation dans les années 1980 a été synonyme d'hyperpolarisation de la planète. Ceci est notamment visible à travers les IDE. S'ils se dirigeaient davantage vers les pays du Sud dans les années 1950, les principaux pays récepteurs actuellement sont ceux de la Triade et leurs périphéries intégrées. Car mondialisation rime paradoxalement avec unification et discrimination, et dans le jeu de l'économie mondiale, certains espaces se retrouvent largement marginalisés. C'est notamment le cas de l'Afrique subsaharienne. Ainsi assiste-t-on à un pullulement d'ONG depuis les années 1980, ainsi que l'organisation régulière de forums sociaux planétaires en opposition aux forums économiques mondiaux. Le premier forum social planétaire s'est ainsi tenu à Porto Allegre en 2001.

La mondialisation qui émerge dans les années 1980 rompt ainsi de façon conséquente de celle engagée suite à la Révolution industrielle, quoique s'inscrivant dans sa continuité. Elle rompt avec elle de par son extension à l'échelle planétaire, sa nouvelle dimension financière et en conséquence la nouvelle économie virtuelle qu'elle a mise en place, le nouvel ordre économique mondial qu'elle a engendré, et les nouveaux risques qu'elle a portés. Cependant, on peut se demander si la crise économique que nous traversons est une simple parenthèse au sein de ce processus continu de mondialisation, ou si elle sera l'occasion d'une restructuration de l'économie mondiale et la fin d'une longue période d'ouverture et de libéralisation des économies.

COMMENTAIRE DE COPIE

Avis d'ensemble

Exercice clair et limpide, la dissertation en question parvient à produire une comparaison rigoureuse entre les deux phénomènes d'internationalisation et de mondialisation. Elle parvient en même temps à approfondir des cas déterminants comme la mondialisation financière. Il apparaît regrettable qu'elle pâtisse de fautes d'orthographe et d'autres défauts de cette nature. Ceci nuit un tant soit peu à un ensemble qui reste de haute qualité.

Introduction

Cette introduction fait montre d'un style d'écriture pondéré qui aborde de front le sujet. En son sein, la référence à Suzanne Berger contribue à crédibiliser la thèse défendue même si le titre du livre de l'auteure est omis. Contre l'habitude conformiste, les définitions des concepts clef sont insérées et dans l'accroche et dans la problématisation. Ce n'est pas une faiblesse tant les définitions permettent de servir une réflexion qui se veut aboutie. Il reste quand même à déplorer que le plan soit énoncé de manière (trop) fastidieuse.

Première partie

Rédigée dans ce même style sobre et clair, la première partie entame justement une approche institutionnelle. Ceci permet de mettre la priorité sur les structures et le cadre qui ont présidé à l'internationalisation et à la mondialisation. En outre, la première partie se poursuit fort à propos par une analyse du rôle des innovations et de celui de l'urbanisation. Les quelques difficultés qui apparaissent viennent toujours d'une orthographe défaillante ainsi que de l'absence de référence au texte plutôt qu'à l'auteur. Ceci contraste d'autant avec l'élégance de la formulation du propos.

Deuxième partie

La deuxième partie témoigne d'une excellente capacité à prendre de la hauteur en approfondissant les différences entre internationalisation et mondialisation. En ce sens, l'analyse de la globalisation financière peut servir de modèle aux étudiants tant les chiffres avancés se veulent précis. En complétant cette approche par une analyse géographique, portant sur l'étendue du phénomène, et géoéconomique, impliquant une réflexion sur les chaînes de production, la copie parvient à toucher à la singularité de la mondialisation. Il est à déplorer toutefois un déséquilibre des parties sans compter un ajout impromptu.